Ovnis, la divulgation mensongère

Partage international nº 457 – Septembre 2026

par Douglas Griffin

sur le travail du Dr Steven Greer

La publication, début juillet 2026, d'une quatrième série de dossiers consacrés aux PAN (phénomènes anormaux non identifiés) par l'administration américaine suscite une frustration croissante chez de nombreux partisans de la divulgation, quant à la qualité des informations communiquées au public. Le vendredi 10 juillet 2026, un ensemble de vidéos, de documents, d'enregistrements audio et de photographies provenant de plusieurs organismes gouvernementaux, notamment le Pentagone, la NASA, la CIA, le FBI et le ministère de l'Énergie, a été publié sur le site war.gov.

Le journaliste d'investigation et auteur américain Dick Russell, qui s'intéresse depuis de nombreuses années au phénomène OVNI, a exprimé dans un article publié le 13 juillet 2026 sa déception face à cette dernière publication d'informations et d'éléments jusque-là non divulgués :

« Une fois encore, les dernières vidéos de petits objets flous, filmés pour la plupart par des caméras militaires, laissent trop de place à l'imagination. Les dossiers PURSUE, comme ils ont été baptisés (Presidential Unsealing and Reporting System for UAP Encounters – Système présidentiel de levée des restrictions et de signalement concernant les phénomènes anormaux non identifiés), *n'ont toujours fourni aucun exemple clair d'objet présentant une technologie inhabituelle ou avancée. […]*

Voici la question que je continue à me poser. Depuis que l'analyste du renseignement David Grusch a témoigné, à l'été 2023, au sujet de la récupération d'engins accidentés et même de corps extraterrestres, où sont les documents susceptibles d'étayer ce témoignage que le Congrès a jugé hautement crédible ?

Ces dernières années, nous en avons appris beaucoup sur ce que nos présidents savaient, ou sur les informations auxquelles l'accès leur était refusé, concernant le phénomène OVNI/PAN. Voyons ce que la CIA avait à dire sur l'intérêt porté à la question par le président Kennedy, puis par le président Carter, qui tous deux ont fait ce qu'ils pouvaient, à leur époque, pour favoriser la divulgation.

Nous devons aller au-delà des vidéos et des documents décrivant ce qui est déjà manifeste, pour nous intéresser aux raisons et aux tenants et aboutissants d'une dissimulation qui dure depuis 80 ans.[…] »

Le Dr Steven Greer, fondateur et directeur du *Disclosure Project* (projet de divulgation), s'est lui aussi exprimé sur la question, estimant que nous assistons en réalité à ce qu'il appelle une « divulgation catastrophique ». Il tire la sonnette d'alarme au sujet des commissions gouvernementales sur les PAN, qui semblent reproduire les mêmes méthodes trompeuses que celles employées dans les années 1950 et 1960 : détourner l'attention du public vers des enquêtes sans issue afin de dissimuler toute la vérité.

L'une des figures clés de ce processus d'obscurcissement organisé est Avi Loeb, de Harvard, qui dirige le nouveau Conseil scientifique consultatif sur les PAN nommé par le gouvernement et s'est montré particulièrement enthousiaste et élogieux à propos de la publication actuelle de ces dossiers.

S. Greer avertit qu'une divulgation partielle ou manipulée pourrait présenter les PAN/INH (intelligence non humaine) comme une « menace extraterrestre », ce qu'il qualifie de « divulgation catastrophique », avec même, selon ses propres termes, la possibilité de mettre en scène une « fausse invasion extraterrestre ». L'objectif serait de justifier le maintien du secret entourant des technologies avancées d'origine humaine, développées à partir d'engins extraterrestres, ainsi que des programmes financés par des « budgets noirs » et des opérations clandestines illégales.

Selon lui, le plus grand danger ne vient pas de la vie extraterrestre elle-même, mais d'une organisation secrète et transnationale opérant sans aucun contrôle légal, sans avoir à rendre de comptes au public et en dehors de toute autorité constitutionnelle : « *C'est en réalité un gouvernement secret, un gouvernement de l'ombre, qui dirige le programme OVNI – ceci n'est pas une*

théorie du complot. »

Ce gouvernement de l'ombre disposerait de technologies avancées qui semblent dépasser de très loin les capacités des gouvernements et des forces militaires conventionnels, et cela constitue précisément le danger contre lequel le président Eisenhower nous avait mis en garde dans son célèbre discours d'adieu de 1961, lorsqu'il avait attiré l'attention sur la menace croissante que représentait le complexe militaro-industriel.

Et, comme S. Greer l'a déjà déclaré : *« […] soyons réalistes : si le président des États-Unis, le directeur de la CIA, les hauts responsables du Pentagone, les généraux et amiraux que j'ai rencontrés, ainsi que le ministre de la Défense du Royaume-Uni se voient refuser l'accès à des projets menés sous leur propre autorité et sont induits en erreur à leur sujet alors qu'il s'agit de programmes spéciaux à accès restreint non reconnus officiellement, ces programmes sont, par définition, anticonstitutionnels et illégaux, et ils violent toutes les obligations de contrôle prévues par la Constitution et le National Security Act.[…] »*

C'est dans ce contexte que le Dr Greer a adressé, le 29 juin 2026, une lettre de quatre pages au président D. Trump, aux membres du Congrès, aux responsables des services de renseignement, aux dirigeants militaires ainsi qu'à d'autres hauts responsables gouvernementaux. Cette lettre vise à signifier clairement que le Disclosure Project (projet Divulgation) entend rendre publiques ses propres preuves concernant les PAN, les programmes de rétro-ingénierie et les opérations clandestines illégales, à moins que le gouvernement, qui, selon S. Greer, a fait de la divulgation « une mascarade », ne réponde aux demandes formulées dans cette lettre.

Ayant pour objet *: « Publication prévue de nouvelles preuves concernant les PAN/OVNI »*, la lettre de S. Greer précise notamment :

« […] Sauf instruction contraire dans un délai de 60 jours à compter de la date de cette lettre, nous entreprendrons de recueillir de nouvelles preuves tangibles et de les rendre publiques, et nous serons à l'abri de toute poursuite au titre des lois relatives à la sécurité nationale ou pour toute infraction à celles-ci. Je devrai avoir reçu, au plus tard le 29 août 2026, une lettre explicite émanant d'un représentant habilité du gouvernement des États-Unis et contestant cette appréciation. Si celle-ci est contestée, nous nous y opposerons, car nous pouvons prouver que ces programmes sont menés de manière criminelle.

Afin de protéger le gouvernement constitutionnel des États-Unis, ces informations doivent être intégralement et fidèlement divulguées au public, y compris l'existence de PAN d'origine humaine conçus à partir de la rétro-ingénierie d'engins extraterrestres. Ces appareils de fabrication humaine ont été et sont encore utilisés dans un large éventail d'opérations criminelles, aux États-Unis comme à l'étranger, notamment le trafic de drogue, la traite des êtres humains, le trafic d'armes et autres activités criminelles.[…] »

La lettre se conclut ainsi :

« Tous les projets et toutes les opérations, gouvernementaux ou privés, liés à la question des PAN/OVNI sont menés illégalement et en violation de la Constitution depuis le milieu ou la fin des années 1950. Puisqu'il s'agit d'une conspiration criminelle toujours en cours, aucun délai de prescription ne s'applique, et toutes les preuves et informations relatives à ces projets peuvent être et seront rendues publiques, sauf instruction contraire explicite et écrite. »

Steven Greer a ensuite accordé plusieurs interviews. Dans l'une d'elles, consacrée à la « divulgation catastrophique » et à la campagne actuelle visant à accréditer l'idée d'une menace extraterrestre imminente, il a notamment évoqué la prestation « consternante » du vice-président J. D. Vance, le 15 juillet 2026, dans *The Joe Rogan Experience*, généralement considéré comme l'un des podcasts les plus suivis au monde. L'émission, au cours de laquelle il a notamment été question des OVNI, a été vue jusqu'à présent plus de trois millions de fois.

Au cours de son échange avec J. Rogan, J. D. Vance a présenté les extraterrestres comme des démons, contribuant ainsi à ancrer davantage dans l'esprit du public cette vision effrayante d'un mal d'origine extraterrestre. Le vice-président serait par ailleurs membre de l'Opus Dei, une organisation ultraconservatrice, restreinte mais puissante, au sein de l'Église catholique, où ce genre de conception extrémiste et mal informée ne semble pas faire exception.

S. Greer annonce qu'il devrait rencontrer le secrétaire à la Guerre des États-Unis, Pete Hegseth, vraisemblablement avant l'échéance du 29 août, afin de continuer à faire pression en faveur d'une divulgation complète. Il craint que l'administration Trump ne repousse toute nouvelle initiative concernant la publication de dossiers plus importants sur les PAN jusqu'aux derniers mois de son mandat, en 2028.

Il considère que ce serait une erreur stratégique, car cela donnerait à ce prétendu gouvernement de l'ombre, qui dirigerait officieusement le programme OVNI, davantage de temps pour se réorganiser et éviter que ses activités ne soient exposées au-delà de la divulgation partielle et manipulée actuellement présentée au public.

Il ressort clairement de cette lettre et des différentes interviews accordées depuis par S. Greer que le directeur du Disclosure Project estime qu'il faut agir maintenant. Il affirme d'ailleurs que certaines personnes au sein du gouvernement ont discuté avec lui d'éventuelles opérations visant à placer ces programmes présumés sous un contrôle légitime dès que possible :

« Ce sont des gens qui savent ce qu'ils font, dans les milieux militaires et du renseignement, et qui travaillent en étroite collaboration avec nous. Nous leur avons fourni une feuille de route leur indiquant où se trouvent les preuves, quelles entreprises les détiennent, mais aussi l'emplacement précis des sites clandestins et des installations souterraines. En définitive, il faudra une action décisive, qui devra venir du plus haut niveau […] afin de placer ces ressources sous le contrôle du gouvernement légal et constitutionnel. »

Ce dernier développement, et en particulier la lettre UNOD, qui fait suite à la publication décevante de ces dossiers sur les PAN, marque un tournant important. Le site du DisclosureProject explique que *« la formule* « UNOD » *est utilisée dans les milieux gouvernementaux et militaires et signifie que, sauf instruction contraire* (Unless Otherwise Directed), *la position adoptée et les actions annoncées sont considérées comme implicitement approuvées ».*

L'objectif semble être de convaincre l'actuelle administration américaine de l'urgence de la situation et de l'amener à révéler au grand jour et à s'attaquer enfin à cette « conspiration criminelle toujours en cours » depuis 80 ans, qui prospère dans l'ombre du gouvernement constitutionnel, en profitant à son insu de sa protection et de ses financements.

Auteur : Douglas Griffin, correspondant de Share International basé à Londres.
Thématiques : Ovnis
Rubrique : Divers